

Ségolène Royal et le Rwanda

Ségolène Royal, 26 juin 1994, *L'heure de vérité*, France 2

Alors que la future candidate à la présidence de la République répond aux questions d'Albert Du Roy, le génocide des Tutsi vient d'être perpétré par le Gouvernement intérimaire rwandais, issu d'un coup d'Etat au mépris des accords de paix d'Arusha.

Retranscription

Albert Du Roy -Deuxième question d'actualité : le Rwanda. Le Rwanda, à votre avis, qu'est-ce qui a pesé le plus dans la décision française d'intervenir sur le terrain ? Est-ce que c'est la raison morale (il faut voler au secours de gens qui se font massacrer) ou est-ce que c'est la raison politique (il faut continuer à jouer notre rôle dans notre zone d'influence) ?

Ségolène Royal : Je crois que c'est un peu les deux, mais en même temps il faut quand même rappeler que la politique africaine est toujours prise dans une contradiction. C'est-à-dire soit on conforte les pouvoirs en place parce qu'on se dit au moins c'est la stabilité, on évite les guerres ethniques ou les guerres tribales, soit on pousse à la démocratisation, on organise des élections, et qui débouchent souvent sur des conflits extrêmement violents.

Commentaire : l'idéologie coloniale a de beaux restes ! Les « Hutu » représentant 80 % de la population, le régime Habyarimana est, pour Védrine et bien d'autres, « l'émanation d'une immense majorité ». Pour ces dangereux théoriciens, en Afrique, « l'ethnie » est un horizon indépassable en politique : les choix électoraux ne peuvent dès lors qu'être faits sur des critères raciaux, les Tutsi votant pour les Tutsi, et les Hutu pour les Hutu. Les véritables antagonismes politiques sont tenus pour négligeables. « Le racisme est aussi utilisé pour le nier », disait pertinemment Jean-Paul Gouteux. Hubert Védrine justifie cet engagement jusqu'au-boutiste : « à défaut, l'engagement de la France ne vaudrait plus rien aux yeux de l'ensemble des États de la région (...) C'est une question de crédibilité par rapport à tous ces pays d'Afrique ». Une version française de la théorie géopolitique des dominos : il fallait donc éviter, quel qu'en soit le prix à payer pour les civils, que le moindre pays sorte de l'escarcelle de la Françafrique.

Albert du Roy -Alors qu'est-ce qu'un gouvernement de gauche devrait faire ?

De Virieu -Qu'est-ce que nous devrions faire ?

S.R : Le gouvernement de gauche, il a défini sa doctrine en matière de politique africaine.

AdR -Oui, mais qui n'a pas échappé à cette ambiguïté que vous décrivez très bien !

S.R : Qui n'a pas échappé à cette ambiguïté parce qu'il y a beaucoup de pesanteurs, mais qui en même temps...

AdR -Il faut renoncer à y échapper ?

S.R : Non, je crois qu'il faut rester fidèle au principe du discours de La Baule, c'est-à-dire que pour la première fois, on a soumis l'aide de la France à des nouveaux principes de démocratie.

AdR -Est-ce qu'on est resté fidèle depuis le discours de La Baule, qui prônait la démocratisation, est-ce qu'on est resté fidèle à ces principes ?

De Virieu -*Discours de M. Mitterrand, il faut le rappeler.*

S.R : On a essayé de rester fidèle.

AdR -*Mais on y est pas parvenu ?*

S.R : Mais, la difficulté, c'est que dans la démocratie, il y a trois choses, dans la démocratie, hein. Il y a les élections, il y a l'Etat de droit, et il y a les Droits de l'Homme. Les élections, c'est toujours facile à organiser. Seulement s'il n'y a pas, et ça c'est beaucoup plus long à mettre en place, l'Etat de droit et les Droits de l'Homme qui l'accompagnent, à ce moment-là la démocratie bascule vers les luttes tribales. Lors peut-être qu'au lieu de former des armées, il faudrait former par exemple des gendarmeries, car c'est ça qui a manqué au Rwanda, je crois que c'est une gendarmerie interethnique, bien formée, qui a appris ce qu'était les Droits de l'Homme et ce qu'était l'Etat de droit. Mais ça, c'est beaucoup plus lent que d'organiser les élections.

AdR -*En un mot, Madame Royal, si dans un Etat africain, parce que ça se pose comme ça le plus souvent, si le prix à payer pour la paix civile, c'est de soutenir un régime autoritaire non démocratique, corrompu, est-ce qu'il faut payer ce prix ?*

S.R : Non, je ne crois pas, d'ailleurs ça n'est pas le sens du discours de La Baule.

AdR -*Non, ce n'est pas le sens, mais c'est ce qui s'est fait souvent...*

S.R : Mais en même temps, il faut faire pression, c'est-à-dire il faut à la fois soumettre l'aide française à une évolution du processus démocratique, c'est ce qui a été fait au Rwanda, grâce à la France, puisqu'il y a eu les accords d'Arusha en 1993, qui ont permis de faire participer au gouvernement la minorité de ce pays, donc ça a été fait, les pressions ont été faites par la France, elles n'ont pas abouti puisque les extrémistes des deux côtés ont refusé cet équilibre des pouvoirs parce que, comme je le disais tout à l'heure, l'Etat de droit est toujours beaucoup plus lent à mettre en place.

Commentaire : la France, qui a armé et entraîné les forces qui allaient commettre le génocide, qui a soutenu diplomatiquement le gouvernement génocidaire et a sauvé de la déroute ces mêmes forces après-coup, cette France qui a, au même moment des accords d'Arusha, poussé les éléments hutu extrémistes des partis politiques à former un front commun, le Hutu Power... « *Extrémistes des deux côtés* », formule ahurissante dans un contexte de génocide, alors que celui-ci est mal connu de l'opinion française. Qui oserait employer cette formule à propos de génocides qui font partie de la mémoire nationale ici, comme le génocide des Arméniens ou celui des Juifs et des Tziganes ?

S.R : il faut que la France tienne bon, et d'ailleurs il faut qu'elle tienne bon aussi partout, et je crois qu'il y a eu aussi certains reculs – chacun sait que sur le Rwanda, il y a eu un conflit très fort au sein du gouvernement Balladur, entre M. Juppé et M. Roussin qui justement voulait revenir sur ces principes mis en place et sur ce conditionnement de la démocratie à l'aide française, donc faisons attention justement de ne pas revenir en arrière et d'avoir une bonne conception des Droits de l'Homme, je le dis aussi pour la Turquie.